

Lettre ouverte à Michel Barnier

Lettre ouverte de Sophie Borderie à Michel Barnier [extraits]

« Monsieur le Premier ministre,

(...)

"Ne nous racontons pas d'histoires", avez-vous déclaré en préambule de votre discours de politique générale. Permettez-moi de vous prendre au mot. **Ne nous racontons pas d'histoire sur la situation des collectivités territoriales**, dont celle des conseils départementaux.

Pour le seul département de Lot-et-Garonne, les mesures imposées par l'État depuis le 1er janvier 2024 se chiffrent sur le budget de notre collectivité à plus de 10 millions d'euros. Si on y ajoute les non-compensations des dépenses assurées par l'État au titre des solidarités nationales, **la facture s'élève à 365 millions d'euros depuis 2017**. Cela, alors même que les Départements ne disposent plus d'autonomie fiscale et qu'ils ont l'obligation de voter des budgets à l'équilibre, contrairement à l'État.

(...)

La majorité des chantiers que vous avez mentionnés lors de votre intervention devant les députés sont déjà ouverts dans les territoires. Leur réussite dépend pour beaucoup de l'engagement des collectivités.

(...)

Écoutez les collectivités locales, pour faire de l'écologie une priorité des politiques publiques, mais pas une écologie punitive !

Écoutez les collectivités locales, et les Départements, quand ils vous expliquent qu'ils ont déjà fait leur part, et très largement, en assumant des dépenses décidées unilatéralement par le gouvernement et en suppléant l'État là où il s'est désengagé.

Écoutez les collectivités locales, quand elles expriment leurs vives inquiétudes quelques mois après une crise majeure dans l'agriculture française.

Écoutez les collectivités locales, quand elles vous affirment à raison que les territoires ruraux regorgent d'imagination, d'inventivité mais qu'elles attendent de l'État qu'il fasse également sa part en matière de démographie médicale, de pédopsychiatrie, et d'une politique ambitieuse dans le domaine du Grand-Âge.

Écoutez les collectivités locales, quand elles disent que l'enjeu à court terme est bien de permettre à la jeunesse de bien grandir dans les territoires car cette jeunesse des villes, de la ruralité, la jeunesse de l'Aide Sociale à l'Enfance, la jeunesse des collèges et des lycées et des centres de formation professionnelle... fera la France de demain.

Restant à votre disposition pour évoquer tous les sujets qui sont notre quotidien dans les territoires, veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.
»

Sophie BorderiePrésidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne

Votre contact

Matthieu STIEVET

Directeur de la communication

05 53 69 45 11

matthieu.stievet@lotetgaronne.fr